



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mercredi 14 août 2013
Numéro 400

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

Nasrallah à As Safir: la bataille avec Israël est plus facile que le conflit interne

Al Nahar (proche du 14-Mars)

Le rôle des ravisseurs des deux Turcs s'est-il terminé après le rapt? Coup de frein dans les démarches pour une formation rapide du nouveau gouvernement

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

SMS à Joumblatt: méfiez-vous de Bandar

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

Geagea: Sleiman est menacé

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

La promesse du TSL aux Libanais: des surprises au niveau des témoins, des témoignages et des preuves

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Ankara ne plaisante plus

Al Watan (quotidien syrien non étatique)

Washington reconnaît le contrôle de l'opposition par Al-Qaïda.

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

Egypte: les «Frères» menacent de désobéissance civile et la présidence s'engage à trancher

L'événement

Les «Frères» égyptiens choisissent la confrontation générale

La décision des autorités égyptiennes de disperser les sit-in observés depuis des semaines dans deux places du Caire par les Frères musulmans s'est soldée par de violents affrontements qui ont fait des dizaines de morts et de blessés, des partisans du président déchu Mohammad Morsi, mais aussi des policiers.

Les Frères musulmans ont opté pour la confrontation, refusant d'évacuer les places et choisissant la résistance face aux forces de l'ordre. Dans d'autres régions du pays, des partisans de la confrérie ont attaqué des postes de police et des bâtiments officiels, et ont coupé des routes, dans une tentative de disperser les forces de police pour alléger la pression sur les manifestants de la place Rabia al-Adawiyya. Selon diverses sources, les principaux chefs des Frères musulmans seraient réfugiés dans ce campement. L'autre rassemblement, organisé sur la place An-Nahda a été dispersé par la police.

Le bilan de cette opération en cours reste provisoire. Le ministère égyptien de la Santé fait état de 15 morts, dont cinq policiers, et 180 blessés. Un médecin de l'hôpital de campagne des islamistes de la place Rabia al-Adawiyya avance, lui, le chiffre de 120 morts dans les rangs des Frères.

La police égyptienne avait entamé mercredi matin la dispersion des deux camps à l'aide de grenades lacrymogènes. Les forces de l'ordre ont réussi à repousser les manifestants de la place située devant l'Université du Caire à Gizeh, mais des milliers de personnes se trouvent toujours sur la place Rabia al-Adawiyya. Les manifestants ont été pris par surprise, dans la mesure où les autorités avaient annoncé une opération «graduelle», pour persuader certains manifestants d'évacuer pacifiquement avant que l'assaut ne soit lancé contre les plus déterminés. Des images de télévision montraient des bulldozers enfoncer des barrières de fortunes faites de pavés et de sacs de sable. Des centaines de grenades lacrymogènes ont été tirées sur les tentes près de la mosquée Rabaa al-Adawiyya. Des hommes portant des masques à gaz les ramassaient et les jetaient dans des tonneaux remplis d'eau.

L'armée égyptienne, qui n'est pas en première ligne dans cette opération, a ouvert le feu sur des partisans de Morsi qui tentaient de rejoindre le campement Rabia al-Adawiyya.

Un correspondant de Reuters a vu une vingtaine de protestataires atteints aux jambes par des balles tirées par les militaires. Les manifestants jetaient quant à eux des pierres des cocktails incendiaires sur les soldats.

Des images de partisans des Frères musulmans encagoulés, tirant à l'aide de Kalachnikov en direction des policiers, ont été montrées par les télévisions.

Des sources au sein des services de sécurité ont par ailleurs fait état d'affrontements entre des partisans de Morsi et la police dans les villes d'Al-Minya et Assiout, au sud du Caire.

Des partisans du président Morsi ont d'autre part incendié une église copte à Sohag, dans le centre de l'Égypte. Ils ont notamment jeté des cocktails molotov sur l'église Mar Gergiss située dans l'enceinte du diocèse de cette ville où vit une importante communauté chrétienne, a précisé l'agence Mena.

Al Akhbar

Nasser Charara, journaliste libanais proche du 8-Mars

Ces dernières semaines, il a été plusieurs fois répété que la mise en œuvre de l'agenda du directeur des services de renseignements saoudiens, Bandar Ben Sultan, est coûteuse. Il a été dit que l'exécution des ordres du prince équivaut à une entrée, financée, au club de la destruction du Liban. La razzia des périphéries de Lattaquié, planifiée par Bandar pour montrer qu'il avait encore dans sa besace des surprises lui permettant de reprendre l'initiative militaire contre le régime syrien, a donné des résultats contraire. La base sociale sunnite, pour laquelle il prétend combattre, a été la plus touchée par cette offensive.

Ces dernières heures, les catastrophes qui ont ponctué la biographie de Bandar sont revenues en force dans la mémoire libanaise, à travers les contacts entrepris par de hauts responsables du 8-Mars avec plusieurs personnalités politiques. Ils leur ont conseillé de ne pas s'engager dans l'aventure de Bandar, qui a confié à Tammam Salam la mission de former un gouvernement de fait accompli.

Un tel gouvernement nécessite deux types de signatures. La signature constitutionnelle est apposée par le président de la République Michel Sleiman, et la signature politique par le député Walid Joumblatt.

Au sein du 8-Mars, l'impression est que Sleiman signerait le décret d'un tel cabinet. Mais concernant l'attitude de Joumblatt, il règne une confusion, même si l'on a tendance à croire que le chef du Parti socialiste progressiste fera preuve de «sagesse». M. Joumblatt a reçu un certain nombre de messages lui conseillant de ne pas s'embarquer dans l'agenda de Bandar quelles que soient les récompenses qu'il promet. Ces messages se basent sur le principe que le conflit actuel est indivisible. Les critères doivent être clairs lors de la prise des décisions, car «Qoussair est plus grands que le Chouf et Aley réunis et ses sentiers politiques sont plus escarpés et plus dangereux».

Il est à noter que les messages vont dans plusieurs directions. L'incursion israélienne et la riposte de la Résistance inaugure un nouveau type de message brûlants, en parallèle aux préparatifs saoudiens à la bataille d'Alep, et aux préparatifs de l'axe de la résistance à y faire face sur le terrain et sur le champ régional.

La réponse au rôle indirect de la Turquie dans l'affaire des otages d'Aazaz fait également partie des messages brûlants.

Mais en dépit des «conseils sérieux» délivrés par ces messages, l'ambassadeur des Etats-Unis, Maura Connelly, a déclaré, devant des amis Libanais, que la décision de la formation du gouvernement a été prise et que la fumée blanche va bientôt sortir du palais de Beiteddine.

Ceci dit, il n'y a pas de garanties que le Parlement ouvrira ses portes pour accorder la confiance à un tel cabinet, partant du principe que toute séance d'où serait absente un des composantes essentielles du pays n'est pas conforme au pacte national. C'est exactement le même argument que celui qui a été invoqué par le 14-Mars ces derniers temps. Dans ce cas, Tammam Salam s'installerait au Grand séraïl, car il est peu probable que Najib Mikati oserait s'opposer à la volonté saoudienne, mais les ministres, eux, ne pourront pas occuper leurs ministères. Le Liban sera alors face à deux gouvernements: le premier constitutionnel mais ne jouissant pas de la confiance du Parlement, le second politique.

As Safir

Dans un entretien à l'occasion du septième anniversaire de la guerre de juillet 2006, le secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah a affirmé que la bataille contre Israël est plus facile que la bataille politique au Liban. «Avec les Israéliens, l'objectif et les choix sont clairs lors de la bataille. Les armes, la stratégie et le discours sont bien définis», a déclaré M. Nasrallah. «A l'intérieur du pays, c'est beaucoup plus compliqué, il n'y a que des difficultés et des obstacles», a-t-il ajouté.

ILS ONT DIT...

Gebran Bassil, ministre de l'Energie et de l'Eau (CPL)

“Il faut cesser d'accueillir les Syriens et les Palestiniens qui viennent de Syrie, par le biais d'un contrôle strict des frontières. Seront exclus de cette décision les cas urgents de maladie. Les autorités libanaises doivent œuvrer de concert avec l'État syrien pour rapatrier les déplacés syriens et les placer dans les zones sûres avec des garanties si nécessaire. Il faut songer à créer des groupements d'accueil des déplacés syriens qui ne peuvent pas rentrer chez eux, dans des zones sûres du côté syrien de la frontière avec le Liban, en leur assurant l'arrivée des aides internationales via la frontière libanaise. Enfin, Il faut un recensement officiel unifié des déplacés syriens et palestiniens dans les villages et les localités, ainsi qu'un contrôle strict sur eux, sur leurs déplacements et sur leurs activités ainsi que sur leurs agissements.

Ahmad Fatfat, député du Courant du futur

“Le chef de l'État est désormais parfaitement conscient du fait que l'opinion publique souhaite un cabinet dans les plus brefs délais et que de nombreuses forces politiques ont compris qu'il n'y a guère de solution hors d'un gouvernement neutre.

Fadi Abboud, ministre libanais du Tourisme (CPL)

“Un gouvernement de fait accompli qui ne représente pas la moitié des Libanais est incapable de résoudre les problèmes quotidiens, dont entre autres, les opérations de rapt. Ce dont nous avons besoin actuellement c'est un gouvernement d'union nationale qui ramène le débat de la rue au Conseil des ministres. Certains œuvrent à exclure le CPL du prochain gouvernement. Ces tentatives n'ont jamais cessé.

Plainte libanaise contre Israël aux Nations unies

Le ministre des Affaires étrangères, Adnan Mansour, a déposé une plainte contre Israël pour avoir violé la ligne bleue le 7 août 2013 et s'être infiltré en territoire libanais à travers un champ de mines. «Cela constitue une violation flagrante de la souveraineté libanaise, de la résolution 1701, de la loi internationale et de la charte des Nations unies, sans oublier que cette violation menace la paix et la stabilité internationales», a-t-il soulevé dans la plainte. Le ministre Mansour a demandé à la délégation libanaise permanente à New York de remettre la plainte au secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon et à la présidence du Conseil de sécurité afin que cette dernière la distribue aux pays membres et la publie en tant que document officiel (Ani).

Plus de 677000 réfugiés syriens au Liban

Selon le dernier rapporte du HCR, le nombre de réfugiés syriens au Liban s'élève à 677000 contre 665000 il y a une semaine.

Des «surprises» au TSL?

Le porte-parole du Tribunal spécial pour le Liban, Marten Youssef, a déclaré que, début 2014, des révélations sensationnelles seront faites, des témoins très importants et inattendus appelés à la barre et des preuves tangibles apportées au procès des assassins de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri.

An Nahar

Samir Mansour, journaliste libanais indépendant

Le Premier ministre désigné Tammam Salam se rendra dans les prochaines 48 heures chez le président Michel Sleiman afin de discuter du processus de la formation du gouvernement. Parallèlement, certaines forces du 8 mars ont émis des réactions négatives à l'égard des positions prises par le chef de l'Etat concernant le dossier gouvernemental, freinant ainsi les démarches entreprises dans le sens de la formation du gouvernement, en attendant de voir quelle tournure prendront les choses. Il suffirait à au secrétaire général du Hezbollah de prononcer un seul mot pour rendre possible la naissance d'un gouvernement. Telle est l'impression répandue auprès des observateurs suivant le dossier gouvernemental, y compris le camp du 8 mars. Sayyed Nasrallah ne fait pas barrage à la formation du gouvernement, cependant il pourra résoudre le problème en se départant de la revendication du tiers de blocage ou de garantie, ce qui favoriserait la mise en place d'un gouvernement sur base de la formule des trois tiers (3x8).

M. Genève, sitôt rentré de son séjour à Genève, a contacté le président de la République, avec qui il s'est entendu pour tenir une rencontre en vue de discuter de la composition gouvernementale en prélude à l'annonce de la naissance d'un nouveau gouvernement. Une telle éventualité n'est pas à exclure, dans la mesure où la mise en place de la nouvelle équipe ministérielle pourrait être annoncée avant même le départ en vacances du chef de l'Etat, prévu le 18 de ce mois. Le nouveau gouvernement pourrait ne pas être forcément un cabinet de technocrates. Un cabinet politique pourrait être formé dans l'hypothèse où le problème du tiers de blocage serait résolu.

Le timing du déplacement inopiné du président de la Chambre en Italie suscite des interrogations. Nabih Berry a-t-il décidé de quitter le pays pour éviter d'être mis dans l'embarras, en se voyant accusé de complicité positive avec Walid Joumblatt.

Al Akhbar

Hiyam Kosseify, journaliste libanaise indépendante

Un responsable officiel qualifie le futur gouvernement, dont on entend dire qu'il verra le jour bientôt, peut-être entre la mi-août et la mi-septembre, de «cabinet de gestion des différends». Des mêmes sources bien informées expliquent qu'il ne s'agira pas d'un gouvernement de fait accompli, et il ne sera pas imposé aux forces politiques. Ce sera plutôt un cabinet neutre en apparence mais, sur le fond, approuvé par les principaux protagonistes dans la mesure où il ne sera pas provocateur. La nécessité de préserver la stabilité aurait d'ailleurs joué un rôle prépondérant dans l'accélération des démarches sur ce plan: nombreuses sont les parties locales et régionales qui ont hâte de voir le Liban doté d'un gouvernement dont la mission se limitera à atténuer les retombées de la crise syrienne sur le pays, ni plus ni moins.

An Nahar

Selon des sources bien informées, le dossier du rapt des deux pilotes turcs est plus compliqué que prévu, car il constitue une réponse aux événements de Syrie, et la partie turque n'ayant pas tenu les promesses faites à l'Etat libanais par le biais du ministre de l'Intérieur et du directeur général de la Sûreté générale. Des démarches ont été entreprises par le responsable du comité de coordination et de liaison du Hezbollah Wafiq Safa et le responsable du mouvement Amal, Hussein Ajami, auprès de la justice, concernant la détention de Mohammad Saleh, arrêté dans le cadre de l'enquête. Ces démarches ont été couplées d'une campagne médiatique visant à mettre la pression sur les services de renseignements des FSI, afin de saboter leur travail, ce qui susciterait des suspensions quant à l'implication de ces deux parties dans le rapt des ressortissants turcs.